

Profil de la

jeunesse

anglophone de la
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Mai 2020

RIESS
Regional **Individual Employment**
Services & Support
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine



À PROPOS

Ce profil de la situation de la jeunesse anglophone de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a été commandité par trois organisations communautaires : le Comité pour l'action sociale anglophone (CASA), le Conseil des Madelinot-e-s anglophones (CAMI) et Vision Gaspé-Percé Now. Des travaux de recherche-action fondés sur une approche participative et communautaire ont servi de base au développement de ce profil. Ce faisant, l'étude sur laquelle le présent document se fonde permet d'avoir un portrait des réalités propres à la jeunesse, développé par les jeunes elleux-mêmes; ceci permettra de travailler plus efficacement à la résolution des enjeux et des difficultés auxquels ils et elles font face dans les différentes communautés de la région.

Une méthode d'approche mixte a ainsi été développée via la combinaison d'une enquête en ligne et de groupes de discussions sur des sujets liés à l'émigration, à l'éducation, à l'emploi, à la vie sociale, aux services, etc. Au total, 438 jeunes de 15 à 35 ans ont participé à l'enquête en ligne, et neuf groupes de discussion ont été instaurés sur un total de six communautés regroupant 82 jeunes.

Le présent document résume les principaux éléments du *Profil de la jeunesse anglophone de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine 2020*. Le document complet est consultable en ligne (en anglais seulement) à www.casa-gaspe.com/document-centre/

Autrice : Mary Richardson, PhD, consultante
Co-autrice : Mary Zettl, MA, assistante de recherche
Avec la participation de : Kim Harrison,
directrice générale, CASA



**Comité pour l'action sociale
anglophone**
168, boul. Gérard-D.-Levesque
New Carlisle, QC G0C 1Z0

Tél. : 418-752-5995 / 418-752-2127
Sans-frais : 1-877-752-5995

www.casa-gaspe.com



**Conseil des Madelinot-e-s
anglophones**
787, chemin Principal
Grosse-Île, QC G4T 6B5

Tél. : 418-985-2116, poste 1

www.micami.ca



Vision Gaspé-Percé Now
28, rue St. Patrick
Douglastown, Gaspé, QC G4X 1H0

Tél. : 418-368-3212

www.visiongaspeperce.ca

La création de ce document a été rendue possible grâce au financement des organismes suivants :



**Secrétariat aux relations
avec les Québécois
d'expression anglaise**

Québec



Le secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise participe au programme Renforcer la capacité communautaire régionale



**Santé
Canada**

**Health
Canada**

Santé Canada participe au Plan d'action pour les langues officielles - 2018-2023 : Investir dans notre avenir

**Regroupement des MRC de la
Gaspésie**



Fonds Québécois d'initiatives sociales consolidation des projets locaux et régionaux financés dans le cadre des alliances pour la solidarité de la Gaspésie 2017-23

PORTRAIT

DE LA JEUNESSE ANGLOPHONE (15-29) DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

D'après le recensement de 2016, environ 1 205 jeunes anglophones âgé.e.s de 15 à 29 ans habitent la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (GÎM). La proportion de jeunes dans cette région est globalement la même dans les communautés francophones et anglophones, avec des variations en fonction des MRC.

Proportion de la jeunesse (15-29) au sein des populations anglophones et francophones de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et ses MRC, 2016

GEOGRAPHIE	ANGLOPHONES			FRANCOPHONES		
	Population totale	15-29 ans	Proportion	Population totale	15-29 ans	Proportion
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8 790	1 205	13,7%	79 340	10 360	13,1%
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	695	95	13,7%	11 495	1 475	12,8%
MRC La Côte-de-Gaspé	1 735	205	11,8%	14 970	2 115	14,1%
MRC Le Rocher-Percé	1 230	115	9,3%	15 810	1 965	12,4%
MRC Bonaventure	2 510	380	15,1%	14 690	1 925	13,1%
MRC Avignon	2 570	415	16,1%	11 465	1 555	13,6%

Source: JPocock Research Consulting, Recensement de 2016, Statistique Canada. Population des ménages privés – échantillon 25 %. Le concept linguistique utilisé est celui de la première langue officielle parlée avec une répartition équitable des réponses multiples.

Revenus

Les jeunes anglophones sont plus susceptibles de gagner 20 000 \$ ou moins (après impôts) que leurs homologues francophones (66 % c. 60,7%) en GÎM.

Identité autochtone

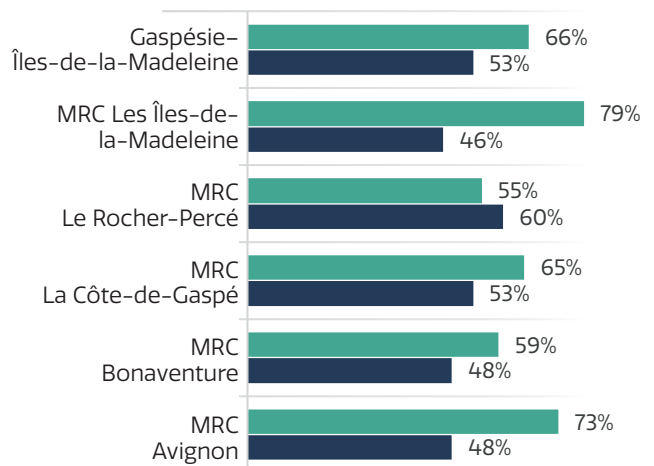
Dans les MRC de Bonaventure, Rocher-Percé et Côte-de-Gaspé, la proportion de jeunes anglophones déclarant être autochtones se situe entre 10 % et 20 %. Dans la MRC d'Avignon où se situent les communautés des Premières nations de Listiguj et Gesgapegiag, 83 % des jeunes déclarent être autochtones.

Scolarité

Les jeunes anglophones sont plus à risque que leurs homologues francophones d'avoir un faible taux de scolarité (66 % c. 53%) dans toutes les MRC à l'exception de Rocher-Percé.

Faible niveau d'instruction

(Diplôme de secondaire ou moins) au sein des populations anglophones et francophones de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et les territoires de ses MRC, 2016



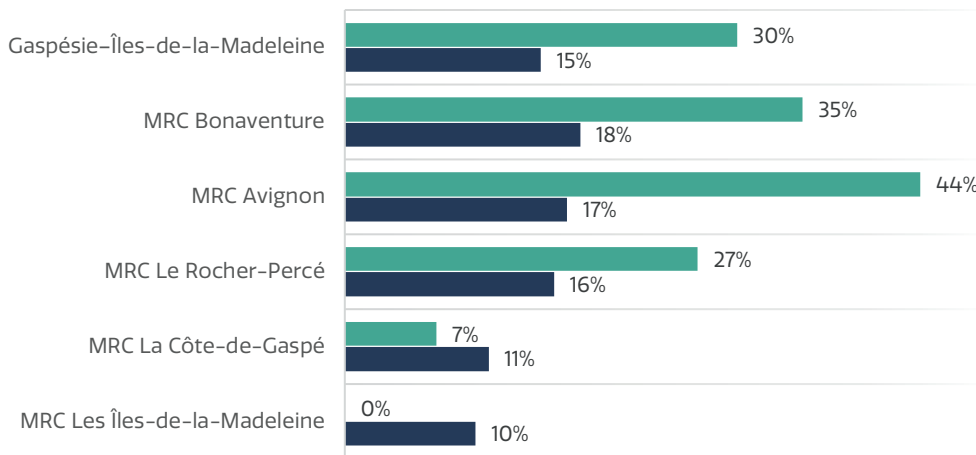
■ Anglophones

■ Francophones

Employabilité

- En comparaison à la jeunesse francophone de GÎM, les anglophones sont plus à risque de se trouver exclu-e-s du marché du travail, avec des variations en fonction des MRC (44 % c. 39 %).
- Les taux de placements des jeunes anglophones de GÎM sont très inférieurs à ceux des jeunes francophones (40 % c. 52 %).
- En comparaison à la jeunesse francophone de la région, les jeunes anglophones ont plus de risque de se trouver au chômage (30 % c. 15 %), avec des variations suivant les MRC.

Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 29 ans en fonction des MRC, 2016



English Speakers French Speakers

Source: JPocock Research Consulting, Recensement de 2016, Statistique Canada. Population des ménages privés – échantillon 25 %. Le concept linguistique utilisé est celui de la première langue officielle parlée avec une répartition équitable des réponses multiples. (Les données présentées ci-dessous pour la MRC des Îles-de-la-Madeleine ne reflètent pas les réalités communautaires. Il est probable que le recensement ait été effectué lors de la saison de la pêche, quand la plupart des habitant-e-s bénéficient d'emplois saisonniers.)

Une étude effectuée en 2016 par le *Youth Employment Services* (service provincial qui vient en aide aux jeunes anglophones) auprès des anglophones en recherche d'emploi a montré que les *compétences linguistiques francophones* étaient perçues comme

étant le principal obstacle à l'emploi (79,7 %), ainsi que le *manque de services disponibles en anglais dans la région* (37,6 %).

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Bien que les statistiques portant sur les « jeunes » se concentrent généralement sur la tranche d'âge de 15 à 29 ans, les organisations qui ont participé à l'étude ont choisi d'y inclure aussi des individus âgés de 30 à 35 ans, la pertinence de ce choix ayant été validée par leur expertise dans les domaines liés à l'employabilité et à l'acquisition de compétences. Par conséquent, les résultats présentés ci-dessous concernent toutes les répondants se situant dans la tranche d'âge 15-35.

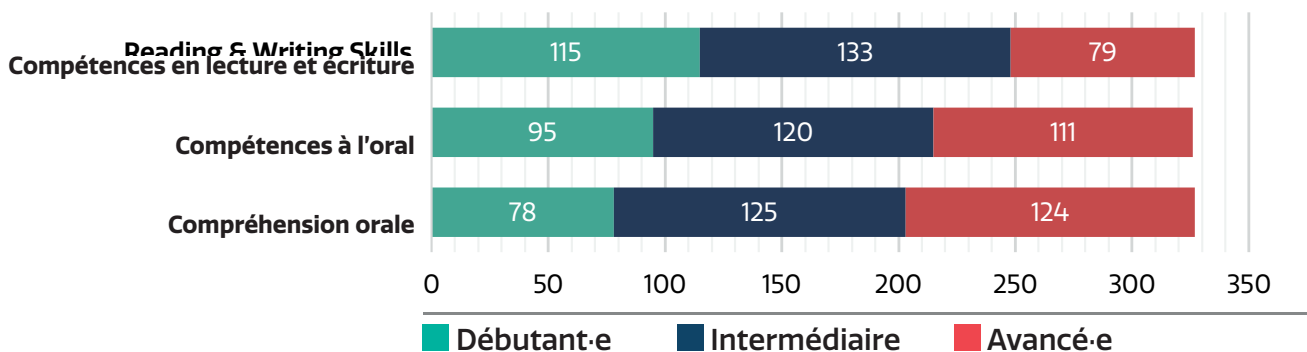
Au total, 438 jeunes âgé-e-s de 15 à 35 ans ont participé à l'enquête, avec une répartition relativement homogène sur la tranche d'âge. Le groupe de répondant-e-s le plus important était celui de la MRC de Bonaventure, suivi

de celui des Îles-de-la-Madeleine, puis de la MRC de Côte-de-Gaspé, de la MRC d'Avignon puis pour finir celui de la MRC de Rocher-Percé.

Compétences en français

Les trois-quarts des répondant-e-s avaient des compétences en français (compréhension orale, capacité à s'exprimer à l'oral en français, compétences en lecture et en écriture), qu'ils ont défini comme suit :

Compétences linguistiques en français



61 % des participant-e-s ont estimé que leur (mauvais) niveau de français constituait un obstacle à l'accès à de nouvelles opportunités. Cet obstacle était lié surtout à des opportunités dans les domaines de

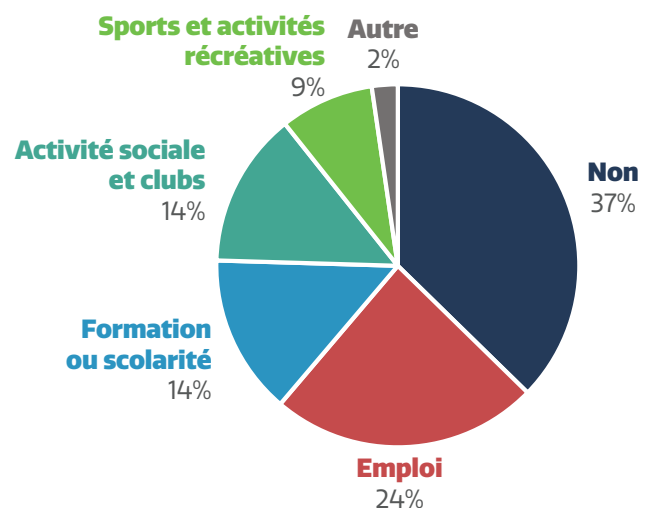
- l'accès à l'emploi (24%)
- l'acquisition de compétences techniques et de l'accès au système éducatif (14%)
- la participation à des activités sociales (14%)
- la participation à des sports ou des activités récréatives (9%)

Seuls 37% des répondant-e-s ont déclaré que leur niveau de français ne constituait pas un obstacle dans leur vie; en d'autres termes, soit iels n'avaient pas besoin du français ou bien leur niveau de français leur paraissait suffisant.

Les 2% qui correspondent à la catégorie « autre » ont mentionné d'autres situations dans lesquels iels ont perçu avoir vécu des obstacles liés à la langue : par exemple dans le fait de recevoir ou non une promotion ou d'obtenir un emploi mieux rémunéré, ou bien encore

que leur non-compréhension du français ait un impact négatif sur l'ensemble de leur vie en général, allant des tâches quotidiennes jusqu'à la possibilité de socialiser.

Le niveau de français comme obstacle

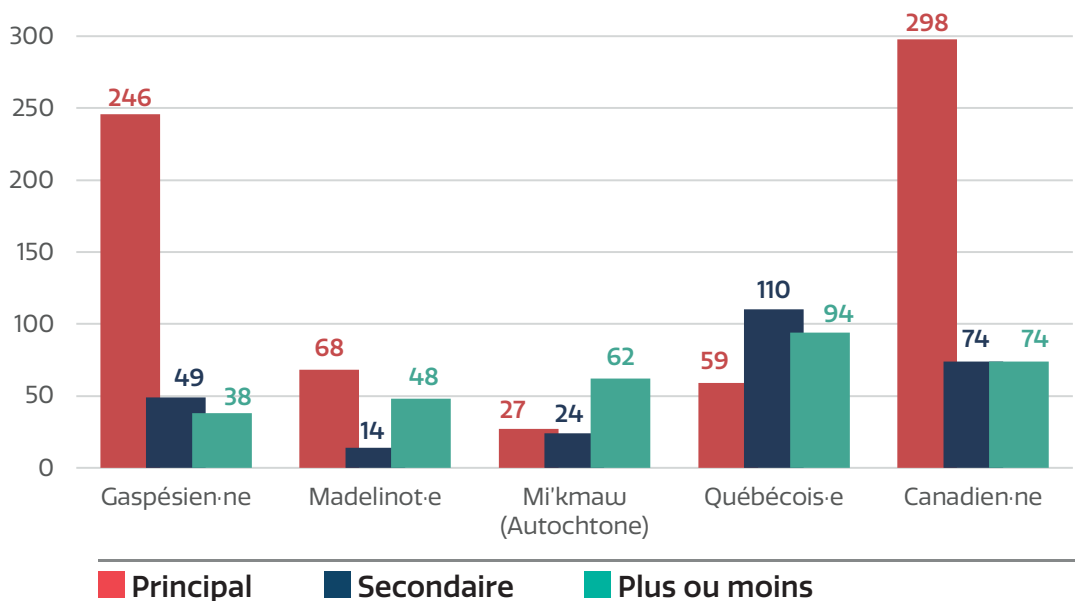


IDENTITÉ

Les répondant·e-s avaient six options pour s'auto-identifier : gaspésien·ne, madelinot·e, mi'kmaw, québécois·e, canadien·ne, autre. Ils pouvaient également déclarer plusieurs identités comme étant principales, secondaires ou importantes d'une quelconque manière.

Comme les résultats ci-dessous l'indiquent, les catégories gaspésienne et canadienne sont celles qui ont été le plus fréquemment sélectionnées. Tou·te·s les Madelinot·e·s ont choisi la catégorie madelinote comme leur identité première et un ensemble de 113 répondant·e·s ont identifié la catégorie mi'kmaw comme leur identité principale, secondaire ou tertiaire. Seul un petit nombre s'est identifié comme premièrement québécois.

COMMENT VOUS DÉCRIVEZ-VOUS? (NOMBRE DE RÉPONDANT·E·S)



Les groupes de discussion ont mis en lumière le fait que certain·e·s participant·e·s associaient le fait d'être « québécois·e » au fait « français » et ne s'identifiaient donc pas comme tel·le·s. Plusieurs participant·e·s aux groupes de discussion ont indiqué qu'ils ne se sentaient pas accepté·e·s en tant que « Québécois·es » simplement parce qu'ils étaient anglophones, alors que leur histoire familiale les liait pourtant depuis longtemps à la région.

« Ça m'est bien égal, je ne peux pas vraiment mettre un 1, un 2 ou un 3. Je n'étais pas bilingue en grandissant, mais je le suis aujourd'hui. Je me sens plus québécoise aujourd'hui parce que je peux participer à plus d'événements. Parler français m'a permis de faire partie de la société. »

« Je suis vraiment fier d'être gaspésien, mais je me suis toujours senti comme un étranger au Québec. Je ne rentrerai jamais dans le moule parce que je ne suis pas « français ». Je parle pourtant français, mais j'ai toujours vécu un sentiment d'exclusion »

VIE SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE

Près de la moitié des répondant·e·s ont déclaré que leurs communautés n'avaient que très peu de programmes liés aux activités sociales et récréatives, tandis que 42 % ont indiqué que leurs communautés en avaient « un peu ». Ceci illustre clairement un manque d'activités de socialisation dans les communautés de la région.



Lorsque questionné·e·s au sujet de ce qu'ils aimait le plus (+) ou le moins (-) à propos de leurs communautés, les répondant·e·s ont opéré un contraste entre certains aspects contradictoires de leurs réalités. Il est ainsi très intéressant de constater que les réponses ayant trait à la culture sociale et aux gens des communautés reflètent très bien la nature dichotomique propre aux petites localités. La plupart des répondant·e·s démontraient ainsi une appréciation des mécanismes de soutien communautaire et de camaraderie dans la région, tout en déclarant ne pas en aimer la contrepartie, c'est-à-dire le manque d'intimité et la présence de commérages.

Plus de deux tiers des répondant·e·s ont déclaré vouloir rester dans la région (absolument ou probablement).

Seuls 13 % ont indiqué planifier leur départ et 20 % ont déclaré être incertain·e·s.



Petite communauté, gens accueillants, sécurité



Commérages, manque d'intimité, fermeture d'esprit

Tranquillité, beauté naturelle, paysages, accès à la nature

Isolement, manque de services, de commerces, d'infrastructures

Mélange anglais-français de langue et de culture

Obstacles et difficultés lié·e·s à la langue

Sources de motivation pour rester dans la région ou la quitter

RESTER

- 1 Famille
- 2 Conjoint·e
- 3 Emploi

QUITTER

- 1 Niveau de français
- 2 Pénurie d'emplois
- 3 Pénurie d'emplois dans mon secteur

SCOLARITÉ

■ Scolarité et formation

Parmi les répondant.e.s, 34% ont déclaré avec un niveau secondaire. Étant donné que près de 50% des répondant.e.s avaient moins de 19 ans, la plupart des niveaux scolaires de primaire et de secondaire proviennent probablement des plus jeunes répondant.e.s.

■ Langue d'enseignement

École primaire

- 83% en anglais
- 13% en français
- 1% en mi'kmaq

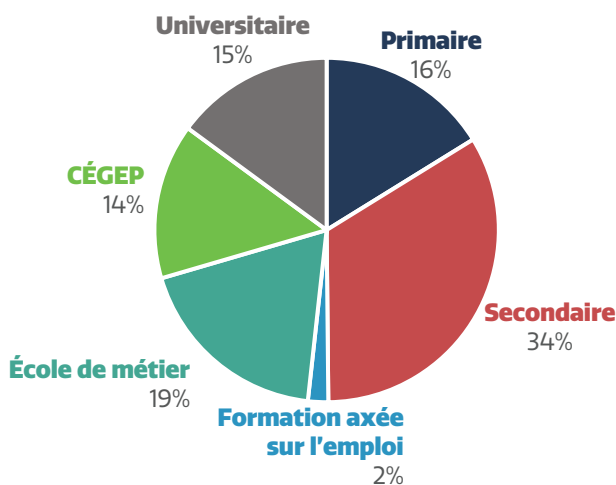
École secondaire

- 91% en anglais
- 7% en français

■ Vie académique

Les participant.e.s aux groupes de discussion ont mentionné l'inconvénient d'avoir des écoles secondaires francophones et anglophones séparées, notamment en ce qui concerne la socialisation et le sport. Ils ont aussi eu l'impression que leurs choix de cours étaient restreints, ce qui limitait parfois leurs options d'éducation supérieure. Le programme de français des écoles anglophones a été décrit comme insuffisant et frustrant pour les élèves qui désirent améliorer leurs compétences linguistiques et pouvoir accéder aux opportunités futures qui y sont liées. Plusieurs adolescent.e.s de la Baie-des-Chaleurs ont critiqué la fermeture de l'école secondaire de Bonaventure et le regroupement des classes de primaire et de secondaire au sein d'une seule et même école. La formation pour adultes a été également perçue comme insuffisante, notamment dans les choix de formation offerts. Lorsque questionné.e.s quant aux opportunités de formation qu'ils aimeraient voir offertes, 143 répondant.e.s ont présenté les idées suivantes (voir le tableau ci-dessous).

Niveau de scolarité



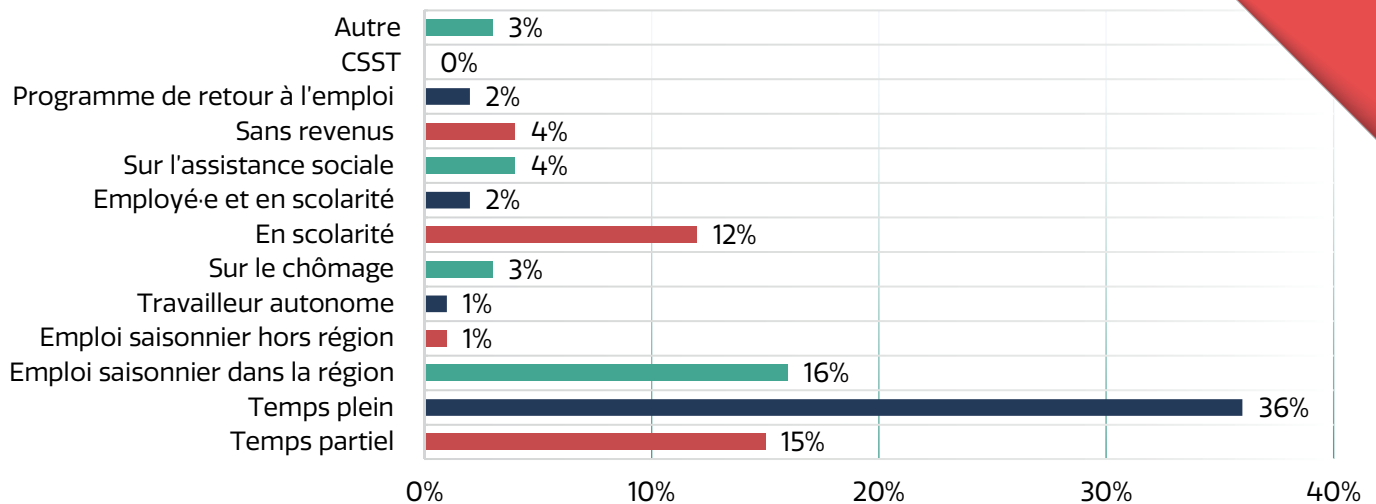
Liste des formations souhaitées (suggestions principales)

CATÉGORIE	DÉTAIL
Métiers	Soudure, électricité, construction, transport de marchandises, opération de machinerie lourde, charpenterie, mécanique, opération de petite embarcation ou de train
Milieu médical/santé	Soins à domicile, soins infirmiers, secrétariat médical, hygiéniste dentaire, orthophonie, formation paramédicale, premiers répondants, technique en ultrason
Arts	Photographie, musique, écriture, art numérique, design graphique
Certificats	DEP, collégial, universitaire, CEGEP (pas de détail)
Commerce/Administration	Comptabilité, direction d'entreprise, marketing numérique, gestion
Intérêts multiples	Les répondant.e.s ont fourni plusieurs réponses recouvrant plusieurs secteurs : gastronomie, métiers, milieu médical, études légales, esthétique, arts, commerce et gestion d'entreprise, sciences informatiques, soins à domicile
Langues	Apprendre le français, enseigner le français aux anglophones, apprendre/enseigner d'autres langues
Pédagogie (enseignement)	Enseignant.e, assistant.e d'enseignement, éducation aux jeunes enfants, éducation spécialisée, enseignement en plein air.

ACCÈS À L'EMPLOI

Une part importante des participant·e·s avait un emploi, qu'il soit à temps plein, à temps partiel ou saisonnier. Lorsque interrogé·e·s s'ils cherchaient du travail, un quart des répondant·e·s répondit par l'affirmative, et la plupart spécifièrent qu'ils cherchaient un emploi par l'intermédiaire de leur famille et de leurs ami·e·s. Les discussions de groupe ont mis en lumière le fait que les opportunités d'emploi sont perçues comme généralement limitées, notamment pour les anglophones. Les projets de démarrage d'entreprise sont perçus comme étant difficilement réalisables du fait d'une impression de manque de ressources, de connaissances, et parfois également de soutien de la part de la communauté.

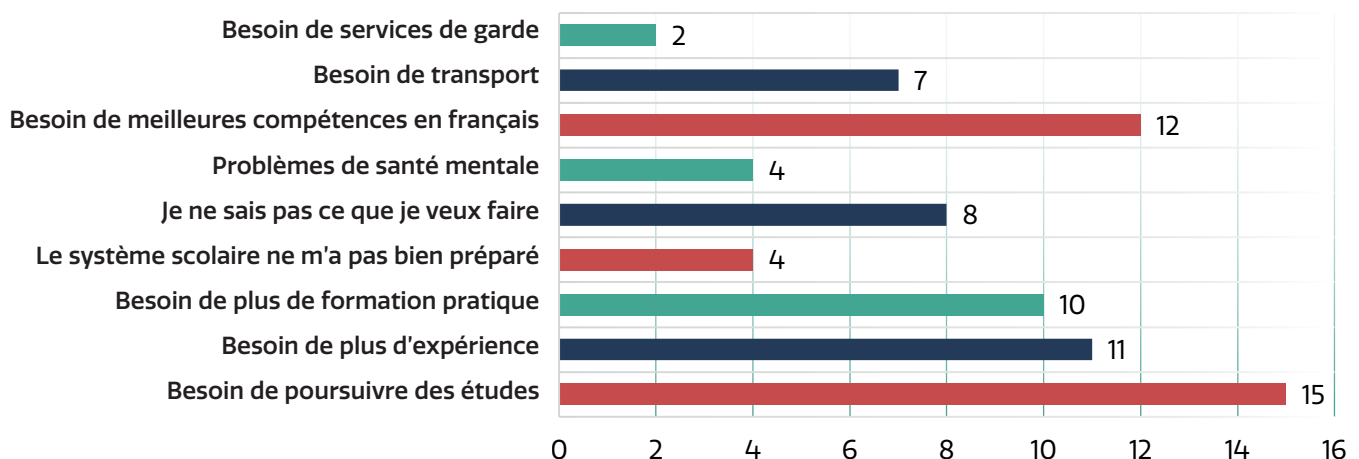
Situation professionnelle actuelle



Celles et ceux n'ayant pas d'éducation supérieure ont l'impression qu'ils ne peuvent pas quitter leur communauté pour chercher du travail. D'autres finissent par quitter la région à la recherche de meilleures opportunités et de plus hauts salaires mais auraient préféré rester dans leur communauté.

L'enquête met en lumière que près des trois quarts des répondant·e·s se sentaient prêts pour le type d'emploi qu'ils voulaient. Celles et ceux qui ne se retrouvaient pas dans cette situation ont donné les raisons explicatives suivantes.

Raisons qui expliquent le manque de préparation à l'emploi



Les discussions en groupe ont laissé entendre que la langue et le manque d'emplois disponibles sont les deux obstacles les plus importants à l'entrée sur le marché du travail pour les jeunes. Bien que près de la moitié des participant·e·s aux groupes de niveau secondaire se soient défini·e·s comme étant suffisamment bilingues pour trouver un emploi, la moitié restante estimait avoir besoin d'améliorer sa maîtrise du français pour être en mesure de rivaliser avec ses pairs pour les mêmes emplois.

Santé et bien-être

Le thème de la santé et du bien-être a émergé lors des discussions en groupe. Les participant·e·s ont mentionné que les normes sociales auxquelles iels sont confronté·e·s encouragent la consommation de drogues et d'alcool, les comportements à risque, ainsi que le fait de passer de nombreuses heures devant des écrans ou sur les médias sociaux. Certain·e·s estiment qu'il y a une recrudescence des problèmes de santé mentale (notamment les cas de dépression et d'anxiété), couplée à un manque de services disponibles en anglais pour y répondre. Les listes d'attente pour bénéficier des services d'un·e thérapeute sont perçues comme étant longues, ce qui pousse certain·e·s à se rendre aux urgences pour obtenir des soins.

Jeunes parents

126 des 438 répondant·e·s avaient des enfants. Sur ces 126, 24 étaient des mères ou pères monoparentaux·ales et 72 avaient des enfants en âge d'aller à l'école.

Accès aux services de garderie :

- 54% des parents avaient accès à une garderie
- 23% n'avaient pas accès à ces services
- 23% n'avaient pas besoin de ces services

Langue des services de garde :

- 47% avaient des services de garde anglophones
- 39% avaient des services de garde francophones
- 12% avaient des services de garde bilingues
- 2% ont déclaré recevoir des services de garde dans une autre langue
- moins de 1% des cas était en mikmauw

Langue de scolarité des enfants :

- 76% ont déclaré que leurs enfants allaient à l'école anglophone
- 22% allaient à l'école francophone
- 2% allaient à l'école mi'kmauw

Langue de scolarité des enfants

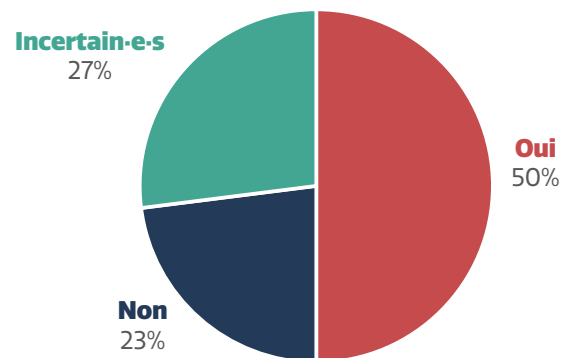
Lorsqu'interrogé·e·s s'ils inscriraient leurs enfants dans des programmes d'immersion en français, les répondant·e·s ont déclaré :

- 46% oui
- 25% non
- 29% incertain·e·s

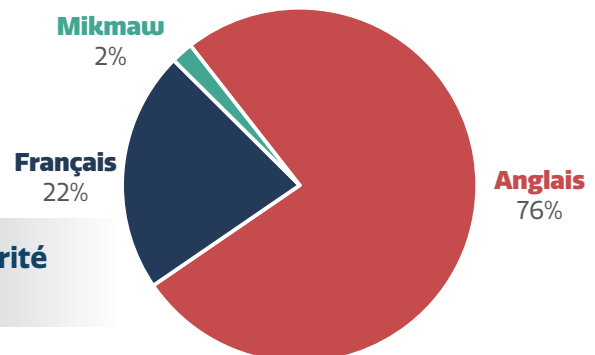
Jeunes vivants à l'extérieur de la région

La majorité des répondant·e·s vivant à l'extérieur de la région était partie pour des études ou du travail. Seul un petit nombre a déclaré avoir quitté la région pour rejoindre des ami·e·s, de la famille ou un·e conjoint·e, tandis que 24 ont répondu avoir quitté la région parce qu'ils n'y voyaient pas d'avenir.

Lorsqu'interrogé·e·s s'ils étaient intéressé·e·s à revenir dans la région, la moitié des répondant·e·s a déclaré que oui.



Les facteurs de motivation pour le retour et ceux limitant ce même retour étaient très similaires aux raisons données par les répondant·e·s vivant en GÎM quant à leur décision de ne pas quitter le territoire. Les répondant·e·s étaient intéressé·e·s à revenir s'installer dans la région pour des raisons familiales, professionnelles ou pour rejoindre un·e conjoint·e. Cependant, le manque d'opportunités professionnelles et un faible niveau de français constituaient les raisons principales les empêchant de revenir s'installer dans la région.



CONCLUSION

Facteurs en interaction

Un ensemble de plusieurs interactions complexes surgissent entre les facteurs que sont la langue, le niveau de scolarité, l'accès à l'emploi, la vie sociale et l'accès aux services tels que les transports et la garde d'enfants. L'exposition au français et l'acquisition de compétences linguistiques sont affectées par la scolarité, le milieu professionnel, les proches et le milieu familial. Certain-e-s jeunes sont capables d'acquérir une plus grande maîtrise de la langue grâce à des circonstances personnelles favorables (notamment la famille et les ami-e-s) tandis que d'autres ne bénéficient pas des mêmes opportunités pour acquérir ces compétences linguistiques.

En retour, le niveau de francisation a un impact considérable sur l'accès aux opportunités professionnelles étant donné que beaucoup d'emplois requièrent d'avoir de bonnes compétences communicationnelles en français. Lorsqu'un-e jeune est relativement peu compétent-e en français, iel fait face à des obstacles à l'emploi, mais aussi dans sa vie sociale, et dans l'accès à la formation et à une scolarité plus avancée. Ces problématiques linguistiques sont renforcées par les tensions

historiques qui ont existé entre les communautés francophones et anglophones et qui sont encore perçues comme existantes aujourd'hui. De nombreux-euses jeunes ont estimé que l'existence d'écoles (et d'activités sociales et sportives) séparées avait un impact néfaste sur la résolution de ces enjeux et sur l'acquisition de compétences en français.

Les autres obstacles à l'emploi et à la participation à la vie sociale de manière générale incluent les moyens de transport limités, le peu de disponibilité des services de garde ainsi que le manque de possibilité de poursuivre une éducation postsecondaire dans la région.

Les forces contraires qui incitent à demeurer ou partir

Il semblerait que les jeunes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine font soit face à des facteurs négatifs qui les poussent à rester, ou à des facteurs positifs qui les retiennent dans la région. Par exemple, lorsque les jeunes ont un faible niveau de scolarité, un faible niveau de soutien communautaire ou de faibles opportunités économiques, iels sont « poussé-e-s » à rester dans la région bien que ce ne soit pas dû à des facteurs d'attractivité ou plus généralement positifs. D'un autre côté, leur attachement au milieu familial, à la beauté des paysages, à leur milieu professionnel ou à leur conjoint-e peut faire office de force d'attraction les incitant à demeurer dans la région.

Lorsque les jeunes font face à un manque d'opportunités dans la recherche d'une éducation supérieure en anglais, lorsqu'ils font face à des lacunes en français, à une pénurie de logement, d'emplois, d'activités sociales ou de partenaires de vie potentiel-le-s, iels sont « poussé-e-s » à partir. D'un autre côté, iels peuvent être attiré-e-s (positivement) par la perspective de quitter la région pour poursuivre des études supérieures, pour bénéficier d'un mode de vie plus cosmopolite, ou pour profiter d'une expérience professionnelle plus avantageuse.

CE QUI Pousse À RESTER
faible niveau de scolarité,
faible soutien social,
manque de ressources
financières

CE QUI ATTIRE À RESTER
milieu familial, beauté
des paysages, emploi,
et conjoint-e

CE QUI Pousse À PARTIR
manque d'éducation
supérieure en anglais,
manque de compétences
en français, pénurie
de logement, de bons
emplois, d'activités
sociales et de partenaires
de vie potentiel-le-s

CE QUI ATTIRE À PARTIR
Recherche d'éducation
supérieure, d'une autre
expérience de vie,
d'une autre expérience
professionnelle

Ces forces qui encouragent certain-e-s à rester et d'autres à partir contribuent à la dévitalisation de la région à mesure que les jeunes émigrent, ou restent mais avec de faibles opportunités professionnelles et des salaires peu élevés. Le fait d'être anglophone – tout particulièrement unilingue – tend à exacerber cette situation.

Malgré qu'un tel portrait des jeunes de notre région puisse paraître à tout le moins sombre, près de la moitié (43%) des répondant-e-s a déclaré envisager très sérieusement de demeurer dans la région, et un quart (24%) supplémentaire a déclaré vouloir probablement demeurer dans la région.

Il est intéressant de constater que parmi celles et ceux qui vivent en dehors de la région, une bonne moitié est intéressée à revenir. Les raisons principales poussant au retour sont la famille, le-la conjoint-e et le travail; et les principales raisons poussant au départ

sont le faible niveau de compétences en français et le manque d'emplois (de manière générale ou dans le domaine particulier du-de la répondant-e).

Ceci met en lumière un attachement fort au « chez soi », à la famille et à la région.

Recommandations sur la base des conclusions de l'étude (graphique)

Compétences linguistiques	Améliorer la transmission de compétences linguistiques via les milieux professionnels et scolaires afin d'aider les anglophones à acquérir des compétences en français, incluant la possibilité d'accéder à un programme d'immersion en français
Scolarité	Faciliter l'accès aux opportunités de formation et d'études, notamment en offrant une plus grande diversité de types de formation professionnelle
Emploi	Améliorer les opportunités professionnelles pour les anglophones, incluant la mise en place d'un soutien au démarrage d'entreprise (développement commercial)
	Offrir des services de conseil tels que de l'accompagnement personnel ou du conseil en orientation professionnelle
	Travailler avec les industries rurales, les métiers, les savoirs et les compétences traditionnellement ruraux
Vie sociale	Créer plus d'espaces de socialisation et plus d'activités permettant de rassembler les jeunes
	Organiser des activités qui augmentent la connexion et les interactions entre jeunes francophones, anglophones et mi'kmaw des communautés voisines
Santé et bien-être	Créer des initiatives pour améliorer l'accès (et savoir comment accéder) aux services de santé et sociaux, notamment dans les champs de la santé mentale et de la dépendance
Mobilité et attractivité	Explorer les approches les plus prometteuses pour attirer les jeunes à revenir en région
	Travailler avec – et non contre – la mobilité et l'émigration : soutenir les jeunes qui désirent partir, et les soutenir lorsqu'ils veulent revenir
Gouvernance	Intégrer les jeunes à la planification communautaire et aux processus décisionnels
	Protéger ce qui rend déjà la vie rurale attrayante – il est nécessaire de prendre en compte les impacts des décisions politiques dans tous les domaines liés à la qualité et au niveau de vie, notamment sur les aspects qui sont perçus comme uniques à certaines communautés rurales et qui attirent les gens à s'y installer : par exemple la nature, les loisirs, le rythme de vie et le capital social.

LA JEUNESSE RURALE

La jeunesse des régions doit faire face aux enjeux propres à la ruralité, tels que le travail saisonnier, le peu d'accès aux transports en commun, des structures formelles d'aide à la population limitées, et des perspectives éducatives et de formation professionnelle restreintes. Beaucoup de jeunes perçoivent les communautés rurales comme des environnements sécuritaires et des lieux idéaux pour fonder une famille, mais ces mêmes communautés sont également souvent perçues comme connaissant des pénuries d'emploi et des perspectives sociales et éducatives limitées. Par conséquent, une proportion plus grande de la jeunesse rurale que de la jeunesse urbaine quitte sa communauté d'origine pour trouver du travail ou poursuivre des études, même lorsqu'elle le fait à contrecœur. L'aspect forcé de ce type de départ est lié au fait que les jeunes ressentent un fort attachement à leur région, à leur milieu familial, et à leurs communautés.

En tant que telle, l'émigration de la jeunesse rurale est encouragée par des facteurs qui ne sont pas simplement ou purement économiques. Tout comme leurs homologues et les adultes des milieux urbains, les jeunes des zones rurales migrent pour un ensemble complexe de raisons personnelles, subjectives, objectives, structurelles et économiques. L'émigration des jeunes apparaît comme étant une question de politique publique principalement parce qu'elle met en danger l'avenir des communautés rurales, et non pas simplement parce qu'elle impacte négativement la partie de la jeunesse rurale qui prend la décision de quitter sa région d'origine.

Il découle de ceci que les politiques publiques devraient se concentrer sur le fait d'attirer les jeunes à revenir dans leurs régions d'origine, et non pas à les empêcher de partir. Qui plus est, promouvoir des récits et des visuels positifs ayant trait aux communautés rurales est indispensable si nous désirons lutter contre les récits culturels dominants qui ont tendance à présenter les régions rurales comme étant des éléments en perdition d'un monde lancé sur la voie d'une urbanisation irréversible de ses modes de vie et de ses normes. Ces images et récits négatifs risquent de pousser les jeunes ayant décidé de rester dans leurs régions d'origine à se considérer comme des échecs – comme des personnes coincées à la traîne d'un monde qui les délaisse.

Source : Foster K., *Finding a Place in the World : Understanding Youth Outmigration from Shrinking Rural Communities* 2018.
<https://dalspace.library.dal.ca/handle/10222/73932>

RECOMMANDATIONS

Recommandations générales pour la jeunesse rurale¹

Nous recommandons une concentration des efforts sur le retour des jeunes émigré-e-s via le développement des ressources communautaires et des liens de communauté dont l'efficacité d'attraction a été démontrée.

- 1** Inclure les jeunes dans la planification communautaire et les processus décisionnels – par exemple, via la création d'un conseil communautaire de la jeunesse.
- 2** Travailler **avec**, et non **contre**, les industries, les métiers, les connaissances et les compétences typiques des milieux ruraux – il est important de promouvoir les compétences et les savoirs ruraux dans les programmes scolaires, et d'aider les jeunes à prendre en considération les opportunités existantes pour réussir dans des métiers et des champs d'expertises ruraux.
- 3** Travailler **avec**, et non **contre**, la mobilité et les flux migratoires – il est important de soutenir les jeunes qui désirent émigrer, de développer des structures de soutien pour les ménages qui doivent parcourir des distances plus ou moins longues pour le travail, et de soutenir et encourager le télétravail.
- 4** Commencer avec les écoles, et le plus tôt possible – il est indispensable de considérer les écoles comme plus que de simples institutions éducatives; elles font aussi office de centres communautaires, elles concentrent des ressources, et elles sont un signe de vitalité et d'espoir pour l'avenir des régions.
- 5** Protéger ce qui rend déjà la vie rurale attrayante – il est essentiel de prendre en compte les impacts des politiques publiques sur l'ensemble des domaines liés à la qualité de la vie, notamment ceux qui paraissent uniques aux communautés rurales et qui poussent les gens à venir s'y installer : par exemple l'environnement naturel, les loisirs, le rythme de vie et le capital social.
- 6** Prendre en compte les approches territoriales – telles que l'éducation axée sur les lieux et les approches locales ou le développement territorial – qui permettent de renforcer les économies locales et d'élargir les horizons des jeunes quant aux opportunités qui sont disponibles dans leurs communautés d'origine.

1- Recommandations 1 à 6 : Foster K. Finding a Place in the World: Understanding Youth Outmigration from Shrinking Rural Communities 2018. <https://dalspace.library.dal.ca/handle/10222/73932>

